

Jeux de pouvoir, pouvoir du jeu :

football et politique en République démocratique du Congo





[Le Groupe d'étude sur le Congo \(GEC\)](#) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

[Ebuteli](#) est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli (« escalier », en lingala) se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.



Ce rapport a été réalisé grâce au financement de l'Instrument européen pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme de l'Union européenne et de l'Agence suédoise pour le développement international. Son contenu relève de la seule responsabilité du GEC et d'Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ou de la Suède.

Photo de couverture : Jacques Kyabula, gouverneur de la province du Haut-Katanga et président du Football Club Lupopo, sur la tribune d'honneur du stade de Martyrs de la Pentecôte, lors du match opposant son club à Sagrada Esperanza de l'Angola, à Kinshasa, le 8 octobre 2022. © *Samy Ntumba Shambuji*



Table des matières

Résumé.....	6
Introduction.....	6
La politique et le football en RDC : contexte général.....	7
Enjeux sportifs et politiques.....	7
Perte de pouvoir et contre-performance des clubs de football.....	10
Clubs de football et partis politiques : réflexions comparatives.....	11
Conclusion.....	12
Annexe.....	13
Références.....	14



À propos de la série « Mukalenga wa Bantu »

Le 3 octobre, le [Groupe d'étude sur le Congo \(GEC\)](#) et son partenaire de recherche Ebuteli ont lancé une série de rapports sur la démocratie en République démocratique du Congo. Ce projet se concentre sur les structures de mobilisation comme moyen d'examiner les canaux de redevabilité dans le pays.

Les Congolais croient massivement en l'élection de leurs dirigeants - dans notre sondage avec Berci publié en août 2022, 77 % ont déclaré que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement ; très peu souhaiteraient revenir à l'époque du parti unique ou du régime militaire. Et pourtant, la plupart d'entre eux ne sont pas satisfaits de ce que la démocratie leur a apporté. Seuls 37,5 % expriment un certain degré de confiance dans le gouvernement central et 32 % pour l'Assemblée nationale.

Comment expliquer cet écart entre la popularité de la démocratie et le mécontentement à l'égard du gouvernement et des élus ? De nombreux facteurs contribuent aux défaillances démocratiques. Une grande partie de l'attention s'est portée sur le processus électoral lui-même - la commission électorale, le système judiciaire et les allégations de fraude électorale. À cet effet, le GEC et Ebuteli ont publié en octobre une analyse similaire qui fait le diagnostic des scrutins prévus en 2023. D'autres études ont souligné le besoin d'éducation civique et les dysfonctionnements de l'écosystème médiatique au Congo.

Cette série de rapports adopte une approche différente, en se concentrant sur les différents canaux de mobilisation populaire dans le pays qui influencent le comportement du gouvernement. Le titre de cette série - *Mukalenga wa bantu, bantu wa mukalenga* (le chef n'existe qu'à travers le peuple et vice versa) - un adage du Kasaï, indique cette nécessité pour les dirigeants de rendre des comptes au peuple, en même temps que ces citoyens ont le devoir de se mobiliser et de se faire entendre.

Les partis politiques eux-mêmes sont l'exemple le plus évident de ce genre de structure. Nous avons publié également deux rapports dans le cadre de cette série, l'un sur l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et l'autre sur le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), les deux plus importantes formations politiques apparues depuis le début de la démocratisation en 1990. L'argument ici était clair : le degré auquel les partis peuvent forger des mécanismes internes de redevabilité et une idéologie cohérente influencera la façon dont ils gouvernent.

Au-delà des organisations à vocation formellement politique, nous examinons également d'autres structures de mobilisation qui n'aspirent pas à gouverner, mais qui sont essentielles au bon fonctionnement d'une démocratie. Notre premier rapport dans la série a examiné le rôle de l'Église catholique dans la démocratie du pays. Le Congo est une société plurielle, et ce type d'institutions – dont nous soulignerons les forces et les faiblesses – a contribué à la vitalité de sa démocratie : les manifestants ont veillé à ce que le nombre de mandats soit respecté, et une majorité de parlementaires ne sont pas réélus chaque fois que les citoyens se rendent aux urnes.

Enfin, le présent rapport examine comment des hommes politiques ont utilisé les équipes de football pour accroître leur popularité et leur influence, y compris au niveau des élections, tout en soulignant les caractéristiques de redevabilité au sein de ces clubs.

Tous ces rapports sont publiés sur notre site web et sur les médias sociaux. Vos idées nous sont précieuses : tenez-nous également redevables en nous envoyant un email (info@ebuteli.org, contact@congoresearchgroup.org) ou en nous mentionnant sur les réseaux sociaux (@GEC_CRG, @ebuteli).



Glossaire des acronymes

ANR	Agence nationale de renseignement
AS V.Club	Association sportive Vita Club
CAF	Confédération africaine de football
CAN	Coupe d'Afrique des nations
CHAN	Championnat d'Afrique des nations
DCMP	Daring Club Motema Pembe
ÉciDé	Engagement pour la citoyenneté et le développement
FC Lupopo	Football Club Saint Éloi Lupopo
FC Renaissance	Football Club Renaissance
Fecofa	Fédération congolaise de football association
MPR	Mouvement populaire de la révolution
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RFI	Radio France internationale
TP Mazembe	Tout-Puissant Mazembe
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UNC	Union pour la nation congolaise
USN	Union sacrée de la nation



Résumé

Le football est le sport le plus populaire en République démocratique du Congo (RDC). Loin d'être seulement un jeu, c'est aussi une extension de l'arène politique : hommes et femmes politiques s'y mêlent en cherchant à devenir présidents des clubs, avec l'espoir de trouver ou renforcer des bases électorales à travers une popularité sportive. En même temps, le pouvoir politique cherche aussi à contrôler les grandes équipes afin de s'en servir pour des fins politiques.

Mais certaines grandes équipes ont une particularité : elles disposent de structures qui permettent de temps en temps aux supporters de sanctionner les présidents des clubs. Elles diffèrent ainsi de beaucoup d'autres structures institutionnelles en RDC, où la redevabilité des gouvernants envers les gouvernés est faible ou inexistante. Bien qu'ils ne soient pas un modèle de la démocratie, les clubs de football peuvent servir de leçon pour la création de futures organisations plus démocratiques en RDC.

Introduction

Le 10 février 2023, la Confédération africaine de football (CAF) publie un communiqué de presse après une visite en République démocratique du Congo (RDC) pour évaluer l'état des stades congolais. Des trois stades inscrits pour être homologués pour les matchs internationaux africains, seul un d'entre est retenu par la CAF comme répondant à ses critères : le stade TP Mazembe à Lubumbashi, où joue le club Tout-Puissant Mazembe (TP Mazembe) de Moïse Katumbi¹.

Cet ancien gouverneur (2007 et 2015) de l'ex-province du Katanga est un homme politique qui avait été empêché par l'ancien pouvoir de Joseph Kabila de se présenter à l'élection présidentielle en 2018. Ensuite, sa plate-forme politique, Ensemble pour le changement, intègre le gouvernement de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge sous le président Félix Tshisekedi. Une alliance entre adversaires – Katumbi avait soutenu le rival de Tshisekedi, Martin Fayulu, lors des dernières élections – se réalise. Mais le 16 décembre 2022, lors d'une interview avec Radio France internationale (RFI) et France 24, Katumbi annonce qu'il sera candidat à l'élection présidentielle, prévue fin 2023². Il rompt ainsi son alliance avec Tshisekedi.

La lettre de la CAF a dénombré plusieurs failles au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa, le stade national où se jouent les matchs des Léopards (équipe nationale) et de trois prestigieux clubs de football de Kinshasa : le Daring Club Motema Pembe (DCMP), l'Association sportive Vita Club (AS V.Club) et le FC Renaissance. Les deux premiers demeurent les plus grands clubs de football de la capitale, en compétition avec d'autres grands clubs du pays tels que TP Mazembe, Football Club Saint Éloi Lupopo (FC Lupopo) et Sanga Balende.

Du côté de Lubumbashi, le stade Kibassa Maliba où se jouent les matchs du FC Lupopo a également connu le même sort que le stade des Martyrs. Le club de Katumbi offre alors aux autres équipes (AS V.Club, DCMP et FC Lupopo) la possibilité de jouer leurs matchs internationaux au stade TP Mazembe : « *Le président Moïse Katumbi confirme que le stade TP Mazembe a été construit pour la jeunesse congolaise et toutes les équipes y sont les bienvenues. Le Chairman [Moïse Katumbi] offre l'hospitalité de ce stade à tous les clubs congolais pour s'y produire*³. » Geste au nom de la solidarité sportive ou manœuvre politique ?

Dans d'autres contextes, les clubs de sport se servent régulièrement des stades appartenant à des équipes rivales, pour différentes raisons. Déjà, en RDC, DCMP et AS V.Club se partagent le stade des Martyrs. Mais dans le contexte actuel dans le pays, nous assistons à une série de refus par les clubs concernés de jouer leurs matchs à domicile, dans le stade TP Mazembe : DCMP disputera ses matchs au stade du 11 novembre (Luanda, Angola) ; AS V.Club au stade Alphonse Massamba-Débat (Brazzaville, République du Congo) ; et FC Lupopo au stade Levy Mwanawasa (Ndola, Zambie). Préférence, donc, de jouer à l'étranger plutôt que chez Katumbi.

Le drame des stades non homologués ne se limite pas aux clubs des différentes Coupes d'Afrique. L'équipe nationale, qui doit affronter la Mauritanie en mars 2023 pour la qualification de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), se retrouve également privée de son stade habituel, le stade des Martyrs. Après avoir annoncé qu'elle jouerait son match contre la Mauritanie au stade Japoma à Douala (Cameroun), de fortes contestations sur les réseaux sociaux ont accompagné une mise au point par le sélectionneur français des Léopards, Sébastien Desabre, qui précisait avoir opté pour le stade TP Mazembe comme premier choix pour le match de l'équipe nationale⁴. S'en est suivi une réunion de la Fecofa le 20 février 2023, et elle finit par rétro-pédaler : les Léopards joueront leur match contre la Mauritanie au stade TP Mazembe⁵, peu importe les « *slogans hostiles au président [Tshisekedi]* »⁶ qui pourraient y être scandés.

Cet imbroglio autour des stades démontre comment le sport, et particulièrement le football, est influencé par la politique en RDC. AS V.Club a expliqué que son choix relevait des questions financières liées à la proximité de Brazzaville avec Kinshasa⁷. Les autres équipes concernées n'ont donné aucune raison pour leur refus de jouer au stade TP Mazembe. Mais en lisant entre les lignes, on comprend qu'il s'agit des décisions politiques. Katumbi n'étant plus l'allié politique du président Tshisekedi, il est hors de question que ces clubs, dont les responsables sont tous alliés d'une manière ou d'une autre avec le pouvoir actuel, jouent leurs matchs africains internationaux dans le stade d'un rival à la fois sportif et, surtout, politique.

Ce rapport est basé sur des entretiens avec des membres des comités de direction actuels et passés des clubs de football, des supporters des clubs et des journalistes sportifs⁸. Il consiste en une évaluation et analyse de la politique et du football en RDC. Il cherche, notamment, à comprendre la relation entre les deux, en faisant une comparaison avec les partis politiques.

La politique et le football en RDC : contexte général

Le général Gabriel Amisi alias Tango Four, Aubin Minaku, ancien président de l'Assemblée nationale, Katumbi, Alphonse Ngoyi Kasanji, ancien gouverneur du Kasai Oriental, André Kimbuta, ancien gouverneur de la ville de Kinshasa, Aimé Boji, actuel ministre du Budget. La liste des hommes politiques et officiers des FARDC qui sont ou ont été à la tête des clubs de football en RDC est impressionnante.

L'entremêlement de la politique avec le football en RDC ne date pas d'aujourd'hui⁹. À l'époque du président Mobutu, les présidents des clubs de football étaient déjà politisés. Pendant cette période du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), ils se concurrençaient pour attirer l'attention des supporters et ainsi créer ou renforcer leur soutien du président Mobutu, tout en espérant recevoir son soutien politique en retour. En ce sens, le football est un « *outil de communication* »¹⁰ publique. Dans ce cas, les présidents des équipes sous Mobutu, comme la plupart des hommes politiques à cette époque-là, essayaient d'entrer dans les bonnes grâces du président en mobilisant des supporters pour le soutenir. En même temps, le MPR cherchait à s'appro-

prier des équipes tout comme ces dernières cherchaient des parrains politiques et financiers¹¹.

L'une des caractéristiques du football congolais, hier comme aujourd'hui, c'est que les grands clubs sont souvent présidés par des personnalités proches du régime au pouvoir. Au temps de l'ancien président Joseph Kabila, il en était aussi ainsi. Aujourd'hui, les présidents de nombreux de principaux clubs de football congolais sont, à leur tour, acquis à la cause politique du président Tshisekedi. Mais à la différence de l'ère Mobutu, le pluralisme politique a transformé le terrain du jeu : alors que la plupart des grandes équipes appartiennent à des proches ou sympathisants du pouvoir, d'autres, comme TP Mazembe, sont présidés par des opposants. À deux reprises, Katumbi a rompu avec le pouvoir (de Kabila en 2015, et de Tshisekedi en 2023), tout en gardant sa place comme *chairman* de TP Mazembe. Dans ces deux cas, Mazembe est ainsi devenu un outil qui continue à renforcer la renommée de Katumbi et, dans certains cas, de mobiliser des supporters qui pourraient soutenir sa candidature à la présidence.

Lorsqu'on évoque les espaces de mobilisation en RDC, on pense aux partis politiques ou à la société civile. Cette recherche emploie le concept d'espaces de mobilisation au sens large : il prend le football comme lieu d'analyse de la politique. Loin d'être un milieu neutre, le sport, et notamment le football, est également un lieu où se joue la politique. Alors que les études sur la société civile et les partis politiques en RDC sont nombreuses, il y a très peu de recherches sur la politique et le football en RDC¹².

Enjeux sportifs et politiques

« *Je suis supporter du club depuis longtemps.* » Ainsi débute le narratif habituel de beaucoup de dirigeants des clubs de football en RDC. Car si les hommes et femmes politiques ont tendance à se mêler du football, ce n'est pas n'importe quelle personnalité qui peut devenir président d'un club. En effet, l'amour du club et du football – souvent à travers un passé de supporter – est tout de même important lorsqu'il faut choisir un président d'un club. Il s'agit pour beaucoup d'un critère nécessaire, mais pas suffisant pour accéder à la tête de ces institutions¹³. Plusieurs supporters ont également exprimé cette idée. Un président sectionnaire de DCMP explique : « *Nous acceptons les politiques, mais qui ont d'abord été fans du club reconnus. Nous n'acceptons pas les inconnus*¹⁴. » On cite, par exemple, le général Amisi (Tango Four) comme



étant un grand supporter de AS V.Club depuis sa jeunesse, avant sa présidence de ce club (entre 2007 et 2020)¹⁵. Il en va de même pour Minaku et Vidiye Tshimanga et DCMP ainsi que pour Bestine Kazadi, actuelle représentante du président Tshisekedi auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et présidente de AS V.Club. Il va sans dire que les présidents que nous avons interrogés directement ont tous aussi souligné avoir été supporters du club qu'ils dirigent ou ont dirigé.

Pour comprendre les enjeux des clubs en RDC, il faut commencer par reconnaître la place importante du football dans la société congolaise – le sport qui y est de loin le plus populaire. Le jeu mondial est à la base, comme ailleurs, une plate-forme à travers laquelle se construisent amitiés, respect mutuel entre adversaires et qui contribue à la production de grands moments d'émotion collective partagée – le fanatisme, parfois ritualisé¹⁶. En ce sens, il représente une des institutions les plus importantes en RDC, avec les églises et les partis politiques, qui sont capables d'une mobilisation collective, voire civique. Dans quelle mesure la mobilisation autour des clubs de football par leurs supporters et fanatiques¹⁷ constitue-t-elle, pour les hommes politiques, une force qu'ils sont capables d'exploiter pour des raisons politiques ou électorales ? Certains voient une relation claire et non ambiguë entre présider une équipe et en tirer profit politique. Mais en réalité, il n'existe pas de règle générale qui englobe tous les rapports entre la gestion des clubs de football et la popularité politique.

À la différence des grandes équipes football internationales, qui ont des sponsors commerciaux, celles de la RDC dépendent financièrement, en grande partie, des contributions de leurs présidents. Ceci pour attirer des joueurs de qualité, de les payer et de soutenir les activités de l'équipe de manière générale. Pour beaucoup de présidents des clubs (mais pas tous), gérer une équipe n'est pas une activité financièrement rentable. Un président provincial d'un grand club de Kinshasa nous a indiqué que les hommes d'affaires qui, selon lui, sont « *toujours derrière [leurs] bénéfices* » et qui deviennent présidents sont souvent déçus : « *Ne venez pas dans le club pour faire des rêves de bénéfices, c'est compliqué*¹⁸. » Quels sont les autres intérêts – non financiers – qui poussent alors les hommes politiques à s'impliquer dans le football ?

Depuis le rétablissement des élections multipartites en RDC en 2006, la popularité individuelle est devenue pour beaucoup une condition *sine qua non* pour se faire élire et réélire. Bien que certains députés nationaux et provinciaux se fassent élire grâce à leur appartenance à une liste d'un parti ou regroupement politique, d'autres sont élus grâce à leur popularité individuelle. Et cette popula-

rité individuelle se crée, entre autres, à travers des actes de communication publique. C'est ainsi que l'on voit, par exemple, la Fondation Gode Mpoy, appartenant au président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, passer avec un camion de lavage de route avec le nom de la fondation inscrite sur le côté¹⁹. Dans le cas du football, l'élément le plus important pour garantir la popularité du président du club, ce sont les victoires.

Mais est-ce que présider un club de football est un bon moyen d'obtenir une popularité politique ? Un journaliste sportif nous offre une réponse : « *Les chefs d'État ont tellement échoué qu'ils s'accrochent derrière une passion pour apprivoiser les esprits. Parce que si on laisse le secteur être libéral, ils vont perdre l'électorat comme ils sont impopulaires. Pour garder leur électorat, ils infiltreront leurs hommes [dans des clubs de football]. Ces derniers viennent comme des gestionnaires et mettent beaucoup d'argent, non pour que les clubs en profitent, mais pour entretenir les esprits afin que demain la politique gagne*²⁰. » Dans cette logique, les hommes et femmes politiques chercheraient donc à mitiger leurs bilans peu convaincants dans la politique en se créant un soutien populaire qui provient de quelque chose (football) d'en dehors de la politique. La prémisse est claire : (re)trouver une popularité politique à travers une popularité sportive, ce que Kristof Titeca et Albert Malukisa appellent « *lavage de réputation* »²¹. Une autre source, ancien président de club, explique que le politique entre dans les clubs de foot puisqu'ils sont « *en quête d'une base : il veut être élu député ou autre chose. Ou encore un politique qui veut avoir une assise populaire pour maîtriser la base* »²². Ici donc il y a aussi le besoin de création d'une notoriété.

En effet, plusieurs de nos sources ont affirmé que le but principal des politiques à se mêler du football est de faire ou renforcer leur notoriété²³. Un président d'un club de football a signalé au chercheur GEC/Ebuteli qu'il utilisait souvent les supporters de l'équipe pour ses manifestations politiques et que ces derniers étaient même majoritaires dans ses soutiens lors des manifestations publiques. Il a aussi avoué que le sport lui avait apporté une notoriété d'envergure nationale à travers son équipe²⁴. Ceci ne se limite pas aux présidents des clubs, mais s'applique aussi à certains joueurs : l'exemple de Robert Kidiaba, ancien gardien célèbre de TP Mazembe, qui s'est fait élire comme député provincial dans le Haut-Katanga²⁵. D'autres sources, peut-être moins critiques, ont plutôt souligné l'amour du club et du football comme raison principale des politiques de vouloir diriger des équipes en RDC.

Cependant, l'investissement dans un club de football ne garantit pas le succès politique. Comme le souligne



un président actuel d'une équipe, la notoriété gagnée à travers le football n'est qu'une première étape : elle sert à vous faire connaître, mais c'est insuffisant pour vous faire élire. Pour cela, il faut également faire ses preuves, surtout à travers les victoires. Sans succès sur le terrain du jeu, le succès politique est loin d'être garanti : « *Pour être président d'un club de football, il faut être envoûté* », lâche-t-il, car les fanatiques l'insultent au stade, et il y a beaucoup de pression pour gagner²⁶.

Hormis les bénéfices potentiels pour les acteurs politiques individuels, les clubs de football dont le pouvoir s'est accaparé sont parfois appelés à soutenir le régime. Une autre source, ancien haut dirigeant d'un club, nous a également confié avoir parfois mobilisé des supporters de son équipe, sur demande de l'Agence nationale de renseignement (ANR), pour affronter des manifestants de l'opposition²⁷. Ceci démontre la façon dont le pouvoir se sert également de son implication dans les clubs de football pour des fins politiques. Jacques Kyabula, actuel gouverneur du Haut-Katanga, est élu président de coordination de FC Lupopo en juillet 2021, après avoir adhéré à l'Union sacrée de la nation (USN) du président Tshisekedi. À ce moment-là, Katumbi n'est pas encore officiellement candidat à la succession de Tshisekedi, mais les signes de leur antagonisme politique sont déjà présents. Le passage de Kyabula à la tête de FC Lupopo devient une extension sportive d'une rivalité politique.

Une autre source, président sectionnaire de DCMP, nous a indiqué que le club avait mobilisé des gens lors des élections de 2018 pour voter pour le Front commun pour le Congo (FCC), et que cette coalition présidentielle avait, à l'époque où le FCC était au pouvoir, contribué au financement du club²⁸.

L'ingérence des politiques dans la gestion des clubs de football sert donc à la fois à leur apporter popularité politique tout comme elle peut leur permettre de servir des objectifs politiques du pouvoir en place. Comment se comparent les clubs de football avec les sphères officielles de mobilisation politique, c'est-à-dire des partis politiques ?



Perte de pouvoir et contre-performance des clubs de football

Les clubs de football fonctionnent à l'aide des ressources de leurs dirigeants. En RDC, quand on est autorité publique, « *on a des ressources qu'on peut puiser même dans le budget alloué à une institution publique pour financer son équipe*²⁹ », raconte un membre de la Fecofa. Un ancien conseiller financier dans un gouvernement provincial reconnaît cette situation, en parlant de « *détournement des recettes de la province pour financer l'équipe de football du gouverneur* »³⁰. Cependant, l'instabilité des fonctions publiques dans le pays explique la vulnérabilité financière des clubs de football.

Avec Moïse Katumbi comme gouverneur de l'ex-province du Katanga, TP Mazembe est devenu le club le plus compétitif de la RDC et de l'Afrique subsaharienne, remportant deux fois de suite la Ligue des champions de la CAF en 2009 et en 2010. Au cours de cette dernière année, Mazembe s'est hissé au rang de premier club africain ayant joué la finale du mondial des clubs de la Fifa. En 2015, au moment où Katumbi quitte le PPRD et devient l'adversaire politique de Joseph Kabila, son club tient encore, et remporte sa dernière Ligue des champions de la CAF. Par la suite, on observe progressivement les contre-performances du club de l'ancien gouverneur dans la Ligue des champions de la CAF. En 2016 et en 2017, Mazembe est quand même parvenu à remporter la Coupe de la confédération de la CAF (moins prestigieuse), mais depuis cette période, l'équipe est en perte de vitesse dans les deux compétitions africaines.

En ce qui concerne AS V.Club, on observe la même tendance. Avec le général Gabriel Amisi, ce club a joué la finale de la Ligue des champions de la CAF en 2014. Quatre ans plus tard, l'équipe a fait parler d'elle en disputant encore la finale de la Coupe de la confédération de la CAF. Sous le régime du président Félix Tshisekedi, le pouvoir d'Amisi a nettement diminué. Ce dernier a démissionné de son poste de président de l'AS V.Club en 2020. Depuis lors, ce club de football n'est plus compétitif.

De fait, aujourd'hui, les ressources financières de TP Mazembe et de l'AS V.Club, deux grands clubs de la RDC, ont diminué au point de ne plus leur permettre d'acheter les joueurs les plus compétitifs en Afrique, comme ils avaient l'habitude de le faire. Les contre-performances enregistrées à ce jour affectent aussi l'équipe nationale de football de la RDC, alimentée par les joueurs de TP Mazembe et de l'AS V.Club. Au cours de ces dernières années, les Léopards sont prématurément éliminés de la CAN et du Championnat d'Afrique des nations de football (CHAN). L'arrêt de la Ligue nationale de football par manque de financement des frais de voyages des clubs a encore sérieusement affecté les contre-performances du football congolais.

Clubs de football et partis politiques : réflexions comparatives

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli ont récemment publié deux rapports sur les partis politiques : l'un sur l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS)³¹ et l'autre sur le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD)³². L'un des éléments importants qu'ont soulevé ces deux études, c'est la façon dont ces deux partis – et les partis politiques en RDC en général – sont dominés par leurs leaders. Dans le cas du PPRD, il s'agit de l'ancien président Kabila et à l'UDPS, Étienne Tshisekedi d'abord et ensuite son fils Félix Tshisekedi. Ces partis ont une gestion non démocratique et, surtout, n'ont pas de véritable redevabilité envers leurs bases. Les partis semblent appartenir à leurs fondateurs ou à leurs leaders. Tel est aussi le cas, par exemple, de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, d'Engagement pour la citoyenneté et le développement (ÉciDé) de Martin Fayulu ou même d'Ensemble pour la République de Katumbi. Ce dernier a été critiqué lorsqu'il a annoncé, avant la tenue du congrès de son parti en décembre en 2022, être déjà candidat à l'élection présidentielle de 2023. Pour certains, cela démontre que le congrès du parti n'est qu'une approbation les yeux fermés d'une décision prise en avance.

Les structures associatives sont en effet, de manière générale, fortement hiérarchisées en RDC³³. Dans ce type d'organisation, les présidents dominent souvent les structures de prise de décision, et les membres ordinaires n'ont pas forcément de pouvoir réel de sanction du président ou du comité de gestion. Qu'en est-il alors des clubs de football ?

À la différence des partis politiques, les présidents des grandes équipes de football changent régulièrement. Un président de club et député national nous l'a expliqué en ces termes : « *Les grands clubs de football appartiennent à des endroits, pas à des individus*³⁴. » Cette distinction est importante : elle explique comment le contrat social entre présidents de grandes équipes et leurs supporters est caractéristique d'une notion de leadership et de relation avec la base (les supporters) qui diffère des partis politiques. Le club n'appartient pas à son président.

Plusieurs supporters que nous avons interviewés ont eu des propos qui dénotent une conception du pouvoir et du rapport de forces au sein des clubs où les présidents doivent être redevables envers leurs « bases » (les supporters formels et plus globalement les fanatiques).

« *Sans les supporters, Daring ne peut plus exister* », a soutenu même un président sectionnaire du DCMP³⁵. Un autre président sectionnaire du même club, parlant de la décision de son conseil d'administration de faire partir son président, Vidiye Tshimanga (conseiller spécial en matière stratégique du président Tshisekedi à l'époque) en avril 2022, a dit : « *Ce que je reproche au président Tshimanga c'est qu'il n'a pas voulu collaborer avec les autres ; il a géré Daring à sa façon, lui-même. Or, Daring est comme le globe terrestre, ça pèse. Et ça l'a conduit à sa perte [du pouvoir]. S'il avait collaboré avec ceux qu'il a trouvés au club, il allait peut-être réussir son mandat.* Chez nous, a-t-il conclu, *nous avons un slogan : les supporters gagnent toujours* »³⁶. En d'autres termes, le refus de gérer le club de manière collaborative avec les supporters aurait, selon cette source, conduit à l'éjection du pouvoir de Tshimanga : une forme, peut-être, de sanction qui fait preuve d'une certaine redevabilité. Un président sectionnaire de AS V. Club souligne le caractère non protocolaire que peuvent prendre les relations entre supporters et présidents : « *Lorsque nous, les présidents provinciaux des supporters, sommes en réunion avec maman Bestine [Kazadi], nous ne voyons plus la casquette de conseillère du président de la République. Elle est simplement présidente de V.Club et s'il y a des sujets à traiter, il y a des discussions terribles et à la fin on trouve des compromis. (...) Tu peux l'appeler même à minuit, elle va répondre au téléphone*³⁷. »

Les grands clubs de football kinois ne sont pas des utopies démocratiques. Plusieurs sources ont également confirmé que le soutien financier des présidents des équipes leur donnait un certain pouvoir : « *La main qui donne, c'est celle qui est au-dessus* », rappelle un journaliste sportif³⁸. Cependant, ce pouvoir n'est pas absolu. L'histoire de FC Renaissance est un cas instructif sur le rapport entre président et supporters. FC Renaissance est créé en 2014 à la suite d'une scission au sein de DCMP. Un président sectionnaire explique que, selon lui, cette scission a eu lieu « *pour créer [une] équipe des supporters et non l'équipe d'un individu*³⁹. » Il considère ainsi que les supporters sont les « *gardiens du temple* » avec qui on doit gouverner l'équipe : « *Un dirigeant qui arrive ne doit pas minimiser les supporters. Celui qui se met à dos les supporters prépare sa propre chute*⁴⁰. » Mais le pouvoir de cette base dépendrait de ses propres initiatives : « *[Les] supporters doivent obliger [les] dirigeants [de club] à mettre en place des mécanismes pour les associer ou pour qu'ils contribuent, en créant [par exemple] des boutiques pour leur permettre d'acheter des articles de l'équipe. Cela va permettre aux supporters de se sentir capables d'avoir un mot à dire quand ça ne va pas*⁴¹. »



Cette version de l'histoire néglige le fait que le conflit au sein de DCMP à l'origine de la création de FC Renaissance était d'abord entre individus. Notamment entre Pascal Mukuna, alors administrateur de DCMP et Tshimanga, président du club de l'époque. À la suite d'une série de défaites, certains supporters ont décidé de quitter DCMP, et ils ont été ralliés par Mukuna pour créer ce « *club des supporters* ». Mais la suite n'a pas été aussi belle que souhaité pour les supporters. Peu de temps après la création de FC Renaissance, ce club est passé sous l'emprise de Mukuna, au point où il a proclamé en être le « *propriétaire* »⁴². Cette équipe semble avoir trahi sa cause originelle, ce qui l'a poussée dans une crise interne⁴³.

Le cas de FC Renaissance démontre combien la redevabilité ou le pouvoir des supporters au sein des clubs est fragile, et soumis à des manipulations. Un journaliste sportif pense que les supporters ne reconnaissent pas leur pouvoir collectif : « *Les supporters sont des vrais patrons qui s'ignorent*⁴⁴. » Selon lui, les manipulations politiciennes ont atteint un degré où les supporters sont « *là, mais ils sont affaiblis par le système politique* ». Le bilan sombre dressé par cette source nous montre à quel point, sans doute, il existe un fossé entre l'idéal (où les présidents des clubs seraient redevables à leurs supporters) et la réalité. Mais ce n'est pas pour autant que la base des clubs de football congolais est totalement impuissante.

Il existe cependant d'autres formes organisationnelles dans le football congolais qui permettent à un président d'avoir une mainmise plus formelle sur les clubs. Un homme politique et ancien président de club explique d'abord que la différence entre un parti politique et un club de football est qu'au sein des partis, « *il y a la discipline. Ce que décide le président de concert avec le comité ou l'assemblée générale s'applique et s'impose* »⁴⁵. Si Katumbi a réussi à rester aussi longtemps président de TP Mazembe, c'est peut-être en partie grâce au fait que le club est une société. En novembre 2009, deux ans après que Katumbi est devenu gouverneur de l'ancienne province du Katanga, TP Mazembe se transforme en société par action à responsabilité limitée⁴⁶. Comme l'explique un dirigeant de Mazembe, Katumbi est l'« *actionnaire majoritaire et nous sommes là comme comité pour la gouvernance, mais en termes de propriété, Mazembe appartient à Moïse Katumbi* »⁴⁷. Pour ce membre du comité de Mazembe, cette façon d'organiser l'équipe favorise la stabilité ou la constance dans la gestion « *parce que les mêmes supporters qui vous lapident aujourd'hui, ce sont les mêmes qui vont vous applaudir demain* »⁴⁸.

Conclusion

Pour promouvoir la redevabilité politique au sein de l'État congolais, il faut d'abord comprendre la redevabilité dans d'autres institutions ou espaces de mobilisation civique. C'est l'une des prémisses de la série de rapports *Mukalenga wa Bantu*. Si les précédents rapports dans cette série ont traité des organisations plus explicitement engagées dans la politique, la présente étude prend comme objet une catégorie d'institution qui, formellement, est censée être apolitique : le club de football.

Nous avons démontré au long de ce rapport comment la politique et le sport sont entremêlés à travers la présence des hommes et femmes politiques à la tête des clubs. Au cœur de cette relation se trouve un jeu de pouvoir : d'un côté, la recherche par les politiques d'une base, ou d'un électorat, en essayant de convertir la notoriété liée au sport en popularité politique et, de l'autre, des tentatives par le régime en place d'utiliser des publics sportifs pour des fins politiques. Si ces jeux de pouvoir ont un degré d'efficacité, c'est grâce au pouvoir du jeu : le football suscite des passions et des rassemblements collectifs qui sont plus forts que ceux dans bien d'autres secteurs de la société, à l'exception peut-être des milieux religieux.

La particularité chez les grands clubs de football est qu'à la différence de beaucoup d'associations, de partis politiques et d'autres structures civiques en RDC, ils n'appartiennent pas éternellement à leurs leaders. En partie, ceci est dû au poids que représentent les supporters et fanatiques au sein de ces clubs. Ils sont capables de remettre en question la gestion du club et même, dans une certaine mesure, de sanctionner les dirigeants. Une forme de redevabilité, donc. Cependant, ces clubs ne sont pas des panacées de la démocratie : les risques de dérives sont omniprésents, les manipulations du bas par le haut sont toujours à l'ordre du jour. La façon de conduire la politique en RDC influence toujours sur ces clubs comme dans d'autres structures non formellement politiques. Néanmoins, les grands clubs de football au Congo semblent contenir, en leur sein, des relations entre gouvernants et gouvernés qui sont plus démocratiques que, par exemple, dans les partis politiques. Peut-être qu'il est question d'une longévité qui a pu faire ancrer ces clubs comme véritables institutions à caractère plus ou moins démocratique : AS V.Club est fondé en 1935, DCMP en 1936 et TP Mazembe en 1939 – bien avant les partis politiques, qui étaient interdits jusqu'à la fin des années 50. Quoi qu'il en soit, les bâtisseurs du Congo nouveau feraient bien de regarder d'autres modèles d'organisation interne, pour éviter de créer des institutions qui appartiennent à des individus, où la redevabilité envers la base n'existe point. Les clubs de football pourraient servir d'un exemple parmi d'autres.



Annexe - Liste non exhaustive de clubs de football présidés par des politiques

Province	Ville	Nom du club	Nom du président	Titre
Haut-Katanga	Lubumbashi	Tout-Puissant Mazembe	Moïse Katumbi (actuel)	Ancien gouverneur du Katanga, homme politique
Haut-Katanga	Lubumbashi	FC Saint-Éloi Lupopo	Jacques Kyabula (actuel)	Gouverneur du Haut-Katanga
Kasaï	Tshikapa	Atletico Club Dibumba	Guy Mafuta (actuel)	Député national
Kasaï	Tshikapa	FC Momekano	Félicien Kalala (actuel)	Député provincial
Kasaï Oriental	Mbujimayi	Sa Majesté Sanga Balende	Alphone Ngoyi Kasanji (passé)	Député national, ancien gouverneur du Kasaï Oriental
Kinshasa	Kinshasa	Daring Club Motema Pembe (DCMP)	Aubin Minaku (passé), Vidiye Tshimanga (passé)	Minaku : ancien président de l'Assemblée nationale Tshimanga : ancien conseiller spécial en matière stratégique du président Tshisekedi
Kinshasa	Kinshasa	Association Sportive Vita Club (AS V Club)	Bestine Kazadi (actuel), Eugène Diomi Ndongala (passé), Gabriel Amisi Kumba (passé), André Kimbuta (passé)	Kazadi : conseillère du président Tshisekedi en charge de la coopération et de l'intégration régionale Ndongala : ancien ministre Amisi : général de l'armée Kimbuta : ancien gouverneur de Kinshasa
Kinshasa	Kinshasa	FC Renaissance	Pascal Mukuna (passé)	Pasteur autrefois proche du régime du président Kabila
Maniema	Kindu	AS Maniema Union	Gabriel Amisi Kumba (actuel)	Général de l'armée
Nord-Kivu	Butembo	AS Nyuki	Julien Paluku Kahongya (passé)	Ministre de l'Industrie, ancien gouverneur du Nord-Kivu
Nord-Kivu	Butembo	US Sokokazi	Mbambu Mughole (passé)	Ancienne députée nationale, actuelle directrice de la Cadeco
Nord-Kivu	Kirumba	AS Mirage	Jeannette Mapera (passé)	Députée nationale
Sud-Kivu	Bukavu	Olympic Club Muungano	Bulambo Kilosho (actuel)	Député national
Sud-Kivu	Bukavu	AS Ajax	Norbert Basengezi Katitima (actuel)	Ancien VP Ceni, ancien ministre de l'Agriculture
Sud-Kivu	Bukavu	Olympic Club Bukavu Dawa	Aimé Boji (actuel)	Ministre du Budget
Tshopo	Kisangani	TS Malekesa	Laurent Nkunda (passé)	Ancien général de l'armée, devenu chef rebelle



Références

1. *Radio Okapi*, « CAF : TP Mazembe prêt à accueillir Vita Club, DCMP et Lupopo dans son stade de Lubumbashi », 11 février 2023, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2023/02/11/actualite/sport/caf-tp-mazembe-pret-accueillir-vita-club-dcmp-et-lupopo-dans-son-stade-de>, consulté le 28 février 2023.
2. Christophe Boisbouvier et Marc Perelman, « RDC : "Je serai candidat aux élections de décembre 2023", annonce Moïse Katumbi sur France 24 et RFI », *France 24*, 16 décembre 2022, disponible sur <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20221216-rdc-je-serai-candidat-aux-%C3%A9lections-de-d%C3%A9cembre-2023-annonce-mo%C3%AFse-katumbi-sur-france-24-et-rfi>, consulté le 28 février 2023.
3. *Tout Puissant Mazembe*, « Le Chairman offre le stade à tous les clubs », 10 février 2023, disponible sur <https://www.tpmazembe.com/fr/actualite/12355/le-chairman-offre-le-stade-a-tous-les-clubs>, consulté le 28 février 2023.
4. Alexis Billebault, « Pourquoi le prochain match des Léopards en RDC vire au casse-tête politique », *Jeune Afrique*, 22 février 2023, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/1420759/societe/pourquoi-le-prochain-match-en-rdc-des-leopards-vire-au-casse-tete-politique/>, consulté le 28 février 2023.
5. Japhet Toko, « Elim-CAN 2023 : les Léopards recevront finalement les Mourabitounes (Mauritanie) à Lubumbashi au stade Mazembe », *Actualité.cd*, 23 février 2023, disponible sur <https://actualite.cd/2023/02/23/elim-can-2023-les-leopards-recevront-finalement-les-mourabitounes-mauritanie-lubumbashi>, consulté le 28 février 2023.
6. Alexis Billebault, « Pourquoi le prochain match des Léopards en RDC vire au casse-tête politique », *op.cit.*
7. *Agence congolaise de presse*, « Stade Massamba-Débat : V.Club justifie ce choix pour minimiser le coût financier de l'équipe », disponible sur <https://acp-congo.com/index.php/2023/02/13/stade-massamba-debat-v-club-justifie-ce-choix-pour-minimiser-le-cout-financier-de-lequipe/>, consulté le 28 février 2023.
8. Pour des raisons d'anonymat, les noms des personnes ne sont pas cités.
9. Il existe plusieurs aspects politiques du football congolais, dont on ne pourra discuter aujourd'hui. Par exemple, la décolonisation au Congo et, plus tard, le recours à « l'authenticité » promu par Mobutu ont conduit à des changements de nom des stades principaux à Kinshasa : du stade Tata Raphaël (nom d'un missionnaire belge) au stade du 20 mai, et du stade Reine-Astrid au stade du 24 novembre (date de la prise de pouvoir officielle par Mobutu). Voir Tamba Nlandu, « Football in DR Congo : A Critical Account of 'Congolese Football' », dans A.E. Ayuk (dir.), *Football (Soccer) in Africa : Origins, Contributions and Contradictions*, New York, Palgrave-Macmillan, 2022, p.138.
10. Entretien, officiel Fecofa, Kinshasa, 18 avril 2022.
11. Kristof Titeca et Albert Malukisa Nkuku, « The Politics of Football in Kinshasa : Power, Profit, and Protest », novembre 2022, disponible sur <https://medi-alibrary.uantwerpen.be/files/8518/fa1af368-d443-41cc-88b9-38bcdcb90449.pdf>, consulté le 28 février 2023.
12. Une exception remarquable à cette tendance est le document de travail (*working paper*) de Kristof Titeca et Albert Malukisa Nkuku, « The Politics of Football in Kinshasa : Power, Profit, and Protest », *op.cit.*
13. Cependant, les opinions sont partagées sur ce dernier point. Car lorsque le GEC et Ebuteli ont interrogé les supporters des différents clubs, certains ont soutenu l'idée qu'il y avait beaucoup d'hommes politiques qui voulaient présider des clubs non pas par amour du club mais pour des intérêts privés souvent liés à leurs carrière politique.
14. Entretien, président sectionnaire DCMP, Kinshasa, 13 mai 2022.
15. Selon un des anciens dirigeants de AS V.Club, le général Amisi fut supporter de l'équipe avant qu'il ne devienne général et qu'il l'aurait « encadrée » lors de ses passages à Kananga lorsqu'il fut étudiant (Entretien, dirigeant DCMP, Kinshasa, 8 juin 2022). Un autre témoignage dit qu'il avait lui-même dit qu'il était ramasseur de ballons (entretien, président sectionnaire DCMP, Kinshasa, 13 mai 2022).
16. Voir à ce sujet, par exemple, Tamba Nlandu, « Football in DR Congo : A Critical Account of 'Congolese Football' », *op.cit.*, p.129. Ce type d'émotion collective ressemble à « l'effervescence collective » décrite par le sociologue Émile Durkheim dans le contexte religieux, où le rassemblement des fidèles les conduit à un état émotionnel qui sert à renforcer l'unité du groupe. Voir Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Quadrige/PUF, Paris, 1912, pp. 307, 541.
17. Lors de nos entretiens, il nous a été expliqué qu'alors que les supporters des équipes sont organisées dans des structures formelles, les fanatiques sont souvent moins impliqués dans le soutien « organisé » des clubs.
18. Entretien, président provincial, AS V.Club, Kinshasa, 14 mai 2022.
19. Voir : <https://twitter.com/CivuadiKalanga/status/1624421743132549120>. Ceci n'est qu'un exemple récent d'un phénomène généralisé en RDC, où les hommes et femmes politiques fournissent des services publics sous forme de « dons » personnels.
20. Entretien, journaliste sportif, Kinshasa, 18 juin 2022.



21. Kristof Titeca et Albert Malukisa Nkuku, « The Politics of Football in Kinshasa : Power, Profit, and Protest », *op.cit.*
22. Entretien, ancien président d'un club de football, Kinshasa, 6 juin 2022.
23. Voir aussi Pierre Boisselet, « RD Congo : le foot, ce business politique », *Jeune Afrique*, 26 août 2016, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/mag/347186/politique/rd-congo-foot-business-politique/>, consulté le 10 mars 2023.
24. *Ibid.*
25. Entretien, journaliste sportif, Kinshasa, 18 juin 2022.
26. Entretien, président de club de football et député national, Kinshasa, 14 mars 2022.
27. Entretien, ancien dirigeant d'un club de football, Kinshasa, 16 août 2022.
28. Entretien, président sectionnaire DCMP, Kinshasa, 13 mai 2022.
29. Entretien, dirigeant Fecofa, Kinshasa, 21 septembre 2022.
30. Entretien, ancien conseiller financier d'un gouverneur, Kinshasa, 10 novembre 2022.
31. *Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli*, « UDPS, yoka base ! La difficile quête d'une structure en pyramide inversée », novembre 2022, disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/fr/2022/11/30/udps-yoka-base-la-difficile-quete-dune-structure-en-pyramide-inversee/>, consulté le 28 février 2023.
32. *Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli*, « Né au pouvoir : 20 ans du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (2002-2022) » (version anglaise), novembre 2022, disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/fr/2022/11/30/ne-au-pouvoir-20-ans-du-parti-du-peuple-pour-la-reconstruction-et-la-democratie-2002-2022/>, consulté le 28 février 2023.
33. Les mouvements citoyens tels la Lutte pour le changement (Lucha) constituent une exception importante à cette règle.
34. Entretien, président de club de football et député national, Kinshasa, 14 mars 2022.
35. Entretien, président sectionnaire DCMP, Kinshasa, 19 juin 2022.
36. Entretien, président sectionnaire DCMP, Kinshasa, 13 mai 2022.
37. Entretien, président provincial, AS V.Club, Kinshasa, 13 mai 2022.
38. Entretien, journaliste sportif, Kinshasa, 18 juin 2022.
39. Entretien, président sectionnaire FC Renaissance, Kinshasa, 13 mai 2022.
40. *Ibid.*
41. *Ibid.*
42. Gloire Batomene, « Crise au sein du FC Renaissance : Pascal Mukuna prêt à saisir la CAF et la Fifa », *Forum des As/MCP* via *mediacongo.net*, 5 janvier 2022, disponible sur https://www.mediacongo.net/article-actualite-98442_crise_au_sein_du_fc_renaissance_pascal_mukuna_pret_a_saisir_la_caf_et_la_fifa.html, consulté le 6 mars 2023.
43. *Ibid.*
44. Entretien, journaliste sportif, Kinshasa, 18 juin 2023.
45. Entretien, ancien président d'un club de football, Kinshasa, 6 juin 2022.
46. Don Kayembe, « Sport : Le TP Mazembe se transforme en une SARL », *Lavdc.net*, 29 novembre 2009, disponible sur <https://lavdc.net/sportle-tp-mazembe-se-transforme-en-une-sarl/>, consulté le 8 mars 2023.
47. Entretien, membre du comité, TP Mazembe, Kinshasa, 20 mai 2022.
48. *Ibid.*

**E
BU
TELI**



CONGO RESEARCH GROUP
GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli (« escalier », en lingala) se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur
www.congoresearchgroup.org et sur www.ebuteli.org

Ebuteli, asbl

1, avenue de la paix, Immeuble SEDEC
Kinshasa, Commune de la Gombe
République démocratique du Congo

🐦 @ebuteli
www.ebuteli.org

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York
USA

🐦 @GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu